



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

Une publication du SER d'Alger
N°123 – Novembre – Décembre 2024 et Janvier 2025

Perspectives économiques mondiales et régionales

Défis structurels et opportunités dans la région MENA

Les perspectives économiques mondiales pour 2025-2026, [selon le dernier rapport](#) de la Banque mondiale, s'inscrivent dans un contexte de croissance modérée, marquée par des incertitudes persistantes et des pressions inflationnistes en voie de normalisation. Le taux de croissance mondiale est attendu à 2,7 % par an, insuffisant pour compenser les effets cumulatifs des récents chocs économiques. Ce ralentissement structurel met en évidence des défis de long terme, en particulier pour les économies émergentes et en développement (EMDE), qui peinent à rattraper le niveau de vie des pays avancés.

Au niveau régional, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) offre un contraste notable. Après une croissance modeste de 1,8 % en 2024, elle devrait accélérer pour atteindre 3,4 % en 2025 et

4,1 % en 2026. Cette amélioration repose sur plusieurs facteurs, notamment une reprise progressive de la demande intérieure et la stabilisation des prix des hydrocarbures. Toutefois, des défis structurels persistent, notamment une dépendance excessive aux exportations d'énergie, une faible diversification économique et des vulnérabilités géopolitiques exacerbées par des tensions régionales.

L'un des principaux freins à la résilience économique dans la région MENA demeure la faiblesse de l'investissement privé et de la productivité. Bien que certains états bénéficient de stabilisateurs budgétaires significatifs grâce à leurs recettes pétrolières à l'instar de l'Algérie, les économies non productrices de pétrole, comme l'Égypte, restent exposées à des contraintes budgétaires croissantes et à une inflation persistante. Ces disparités exigent des ajustements structurels qui incluent une meilleure mobilisation des recettes fiscales et une gestion rigoureuse de la dette publique. Par ailleurs, l'incidence croissante des catastrophes climatiques et les pressions démographiques accentuent la nécessité d'adopter des politiques inclusives favorisant l'inclusion des jeunes dans le marché du travail et le développement des infrastructures résilientes.

Malgré ces défis, la région dispose de leviers importants pour stimuler sa croissance. La transition énergétique offre des perspectives prometteuses pour les économies de la région, en particulier grâce aux investissements dans les énergies renouvelables et les technologies propres. De même, l'intégration régionale et le renforcement des chaînes de valeur intra-MENA pourraient accroître les échanges commerciaux et les flux d'investissement. Sur le plan politique, les priorités incluent la mise en œuvre de réformes structurelles favorisant la diversification économique, le développement du capital humain et la promotion d'un cadre réglementaire attractif pour les investisseurs étrangers. En outre, la coopération internationale reste cruciale pour mobiliser les ressources nécessaires au financement des projets climatiques et de développement durable.

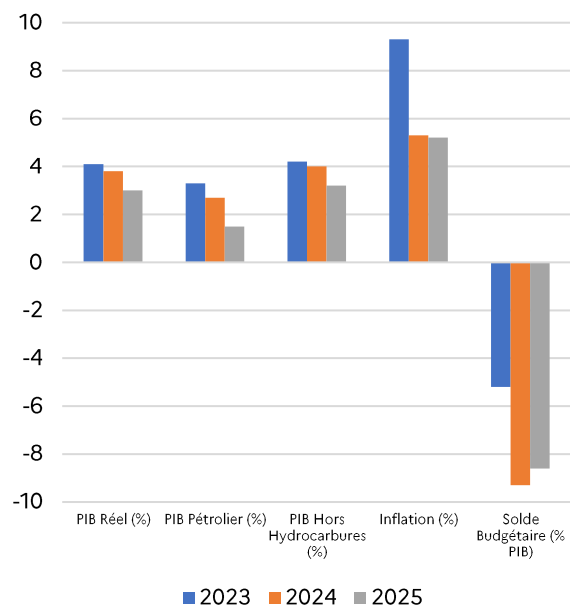
Perspectives économiques de l'Algérie : Une croissance confrontée aux défis des ajustements pétroliers

Dans son dernier rapport intitulé « [Regional Economic Outlook : Navigating the Evolving Geoeconomic Landscape](#) », le FMI met en lumière la situation économique de l'Algérie, marquée par des signes contrastés. Après une croissance du PIB réel de 4,1 % en 2023, les prévisions du FMI pour 2024 indiquent un léger ralentissement à 3,8 % et de 3,0 % en 2025. Le PIB nominal se situerait ainsi à 260,1 Mds USD pour 2024. Ce ralentissement est en grande partie attribué à une contribution moins soutenue du secteur pétrolier et gazier, dont la croissance devrait passer de 3,3 % en 2023 à 2,7 % en 2024, avant d'atteindre 1,5 % en 2025. Parallèlement, l'activité hors hydrocarbures continue de tirer la croissance du PIB, avec une prévision de 4,0 % en 2024, suivie d'un ralentissement à 3,2 % en 2025.

L'inflation après avoir atteint 9,3 % en 2022 et 2023, devrait légèrement s'atténuer, tout en restant au-dessus de la moyenne observée entre 2000 et 2020, qui était de 3,9 %. Les prévisions indiquent un taux de 5,3 % en 2024 et de 5,2 % en 2025 (l'ONS dans son dernier rapport indique une inflation à 4,1 % pour l'année 2024, voir infra).

Perspectives économiques de l'Algérie (2023-2025)

Source : REO, FMI



Sur le plan budgétaire, le pays affiche un déficit de 5,2 % du PIB en 2023, qui devrait se creuser à -9,3 % en 2024 avant de s'établir à -8,6 % en 2025. Cette évolution est le résultat de l'augmentation des dépenses publiques, notamment les subventions et la masse salariale, couplée à une érosion attendue des recettes pétrolières. L'Algérie reste encore dépendante des revenus énergétiques, la volatilité des prix du pétrole représente un facteur de fragilité pour la soutenabilité des finances publiques. Le prix d'équilibre budgétaire, c'est-à-dire celui nécessaire pour couvrir les dépenses publiques à travers les recettes pétrolières, est estimé à 131,9 USD/baril en 2024, un seuil bien supérieur aux prévisions des marchés qui tablent sur une moyenne de 81,3 USD/baril. Les prévisions concernant la dette publique indiquent une dette en pourcentage de PIB

à 45,7 % en 2024 et de 50,4 % en 2025, inférieures à la moyenne des pays d'Afrique du Nord (81 % en 2024 et 75,5 % en 2025). Tandis que la dette publique extérieure demeure limitée à 1,3 % du PIB.

Concernant la situation extérieure, le FMI anticipe une baisse progressive du solde de la balance courante qui devrait passer d'un solde positif à 1,3 % du PIB en 2024 à un léger déficit de 0,8 % en 2025. Cela s'explique par l'effet conjugué de la baisse des exportations (passant de 61,1 à 60,3 Mds USD entre 2024 et 2025) et de la hausse des importations (passant de 56,7 à 61,4 Mds USD). Le prix d'équilibre externe du pétrole, requis pour stabiliser la balance des paiements, est estimé à 78,7 USD/baril en 2024. En conséquence, les réserves de change commenceront à diminuer à partir de 2025 passant de 69,5 Mds USD en 2024 à 69 Mds USD en 2025 (équivalent de 13 mois d'importations).

Activité économique

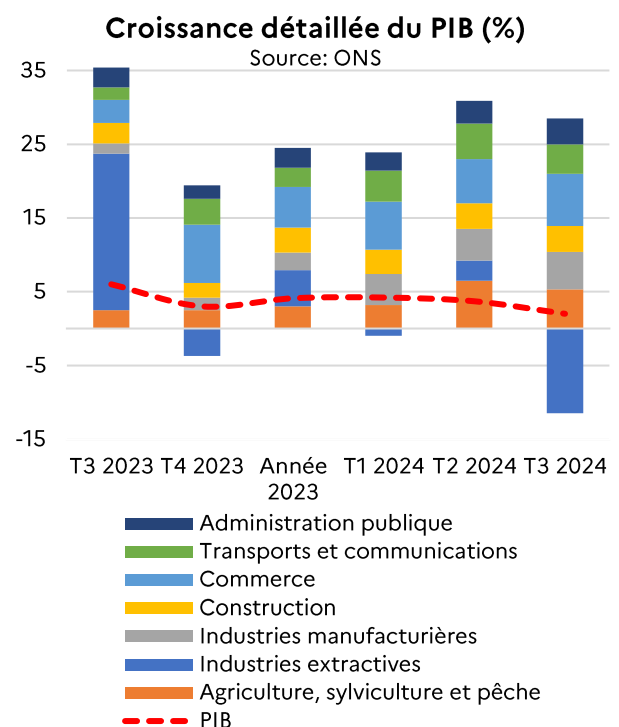
Au troisième trimestre 2024, la croissance du PIB a atteint 2 % en rythme annuel

La publication par l'Office National des Statistiques (ONS) des « [Comptes nationaux trimestriels](#) » pour le troisième trimestre 2023 (T3 2024), fait état d'une hausse de l'activité économique à 2 %, par rapport au troisième trimestre 2023 (T3 2023).

Selon l'ONS, cette progression est due aux secteurs de l'agriculture (+5,3 %), des industries manufacturières (+5,1 %), le commerce (+7,1 %), ainsi que les transports et communications (+4 %). Quant au secteur des industries extractives, il enregistre une baisse significative de 11,5 %

de sa valeur ajoutée, en contraste avec une performance de 21,2 % enregistrée durant la même période de 2023. Selon l'ONS, cette diminution est principalement attribuée à la baisse significative de la production de gaz naturel.

Vu sous l'angle des dépenses, la consommation finale est en hausse de 2,9 %, tirée de façon identique par la consommation des administrations publiques (+3 %) et celle des ménages (+2,9 %). L'investissement (formation brute de capitale fixe) affiche une progression de 8,9 %.



Par ailleurs, les exportations de biens et services ont enregistré une baisse significative de 9,7 % en volume au T3 2024 (contre une hausse de 11,5 % au T3 2023), tandis que les importations de biens et services ont augmenté en volume de 9,2 % durant la même période. Les importations de marchandises ont progressé de 10 % principalement pour les catégories suivantes : machines et matériel de transport (+14,2 %), produits alimentaires et animaux vivants (+11 %), et produits chimiques (+3,2 %).

Inflation

L'inflation se réduit à 4,1 % en 2024, après avoir atteint 9,3 % en 2023

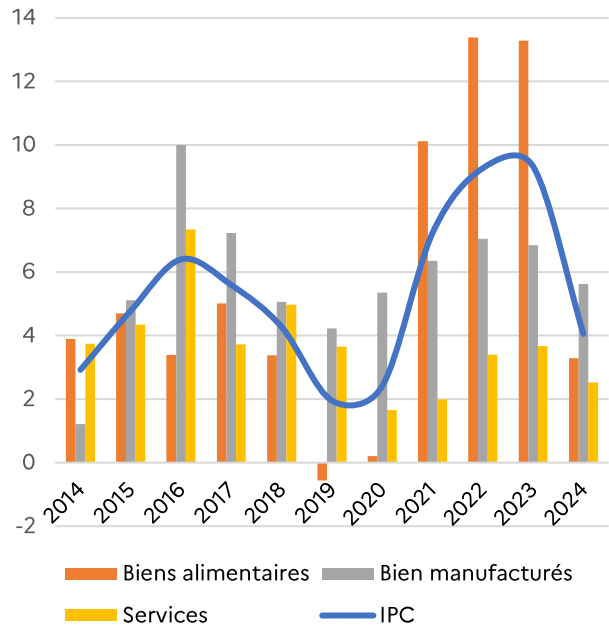
Les [données](#) publiées par l'ONS font état d'une inflation de 4,05 % en 2024 pour la ville d'Alger, contre 9,32 % en 2023 et 9,27 % en 2022.

L'analyse des composantes de l'inflation en glissement annuel révèle un ralentissement général, ainsi la hausse des prix des biens alimentaires se réduit à 3,3 % (contre 13,3 % l'an dernier), principalement attribuable à la désinflation des prix des produits agricoles (4,5 % contre 22,1 % en 2023) tandis que la hausse des prix des produits alimentaires industriels ralentit de façon moins importante (1,9 % contre 4,5 %). Ces biens, représentant 43 % du panier de consommation moyen algérien, sont à la fois influencés par la dynamique mondiale des cours des matières premières, [l'indice FAO des prix des produits alimentaires](#) affiche une baisse de 2,1 % en 2024, et par les différentes mesures prises par les autorités sur l'année 2024 (voir plus bas). Parallèlement, les prix des biens manufacturés (40 % du panier total de consommation) ont également augmenté de façon moins importante que l'an dernier, atteignant 5,6 % (contre 6,8 %). En revanche, la progression des prix des services (17 % du panier de consommation) a été plus modérée, s'élevant à +2,5 %.

Après avoir connu un phénomène inflationniste important depuis 2022, notamment sur les produits essentiels de large consommation (à l'exception de ceux à prix fixe soutenu par l'État, comme la baguette de pain et le lait pasteurisé en sachet) l'inflation s'est donc amplement réduite en 2024. Les données de l'ONS affichent une relative hétérogénéité dans l'évolution des différents produits. Ainsi, la

pomme de terre, le poisson frais et le café/thé affichent une hausse des prix de respectivement 36,2 %, 22 % et 21,2 %. A l'inverse, certains produits sont en déflation, tels que les fruits (-15,5 %) et la catégorie volaille/lapin/œuf (-11,4 %, 5^{ème} poste de la catégorie des biens alimentaires). Les principaux produits de la catégorie biens alimentaires affichent des évolutions également hétérogène ; les prix du pain et des céréales (1^{er} poste) stagnent à +0,73 % tandis que les prix des viandes et abats de mouton (2^{ème} poste) sont en hausse de 14,4 %, les prix du lait et du fromage (3^{ème} poste) et des légumes sont en baisse de respectivement 1 % et 2,95 %.

Evolution annuelle de l'IPC par catégories de biens et services (%) depuis 2014
Source : ONS



Les fruits, les légumes et la volaille ont vu leurs prix diminuer du fait notamment de la d'une production accrue (notamment pour les fruits) d'une pluviométrie plus importante que l'an dernier et de l'ouverture aux importations de volaille. Le renforcement des mécanismes de stockage, l'intensification des contrôles contre les pratiques spéculatives, ainsi que le plafonnement des marges sur certains produits de base ont également contribué à diminuer les prix. À cela s'ajoute une réduction de l'inflation importée, reflétée

par l'indice FAO. Dans le même temps, le dinar s'est légèrement apprécié de 1,3 % sur l'année 2024 par rapport à l'euro et au dollar à respectivement 145,03 et 134,05 en moyenne sur l'année pour une unité d'euro/dollar. L'appréciation de la monnaie locale permet de réduire mécaniquement le prix des biens importés.

Pour 2025, l'inflation devrait se maintenir à un niveau résilient, entre 4 % et 5 %, néanmoins un risque pèse sur la volatilité des prix des matières premières. Les conflits, les restrictions à l'exportation, les décisions de l'OPEP+ en matière de production de pétrole ou la transition vers les énergies vertes pourraient provoquer des fluctuations dans la dynamique de l'offre et de la demande de produits de base, entraînant une volatilité récurrente des prix et exerçant des pressions externes et budgétaires sur les importateurs de produits de base. De nouveaux chocs climatiques, tels que des sécheresses et des inondations, auraient également un impact important.

Commerce extérieur

Échanges commerciaux algériens en 2023 : repli modéré mais balance excédentaire

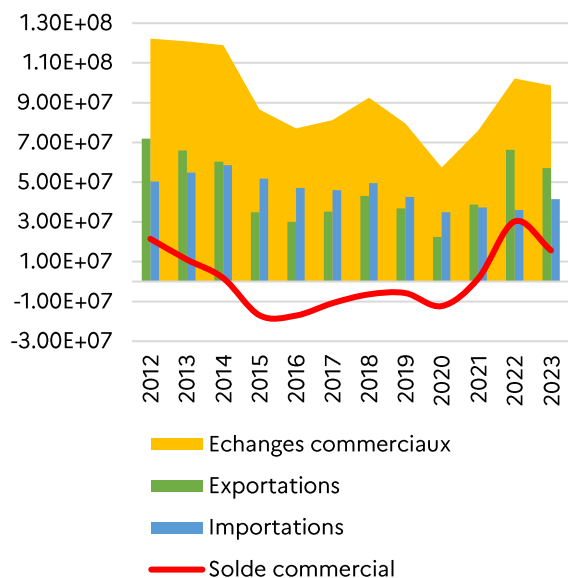
En 2023, selon TradeMap, les échanges commerciaux de l'Algérie ont enregistré une légère contraction de 3,58 %, totalisant 98,6 Mds USD, après une forte croissance de 37,2 % en 2022. Malgré cette baisse, la balance commerciale reste excédentaire pour la troisième année consécutive, avec un excédent de 15,7 Mds USD bien qu'en net recul (-48,1 %) par rapport à l'année précédente.

Les exportations algériennes ont atteint 57,1 Mds USD en 2023, enregistrant une

baisse de 13,7 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est principalement due à la baisse des exportations de combustibles minéraux en valeur, qui ont reculé de 12,09 % pour s'établir à 52 Mds USD. Ces produits qui dominent les exportations algériennes (91 % du total) ont souffert de la baisse des prix moyens des hydrocarbures, le Sahara Blend chutant de 104,1 USD à 83,7 USD le baril. D'autres produits d'exportation ont également diminué : les engrais ont chuté de 41,64 % à 1,4 Md USD, et les produits chimiques inorganiques ont diminué de 45,74 % à 874,7 M USD. Toutefois, certains secteurs ont enregistré des hausses, comme les produits sidérurgiques (+5,70 %, à 1,1 Md USD) et le sucre (+25,89 %, à 201,6 M USD).

Evolution des échanges commerciaux de l'Algérie (en 000 USD)

Source : TradeMap



Les importations de l'Algérie ont, quant à elles, progressé de 15,14 %, atteignant 41,5 Mds USD. Cette augmentation est en grande partie due à la hausse des achats de véhicules (+98,59 %, à 3,5 Mds USD) et des machines et équipements mécaniques (+45,52 %, à 5,6 Mds USD). En revanche, certains produits stratégiques ont vu une diminution de leurs importations, comme les céréales (-19,43 %, à 3,1 Mds USD) et les produits laitiers (-21,16 %, à 1,4 Md USD). Les

produits pharmaceutiques (+19,42 %, à 1,5 Md USD) et les matériels électriques (+39,54 %, à 2,5 Mds USD) ont également enregistré des hausses notables.

Concernant les partenariats commerciaux, la structure des échanges reste relativement stable. La Chine demeure le principal fournisseur de l'Algérie, avec une part de marché de 22,9 %, suivie de la France (11,7 %) et de l'Italie (7,4 %). En termes d'exportations, l'Italie, la France et l'Espagne demeurent les principaux clients de l'Algérie, avec respectivement 15,2 Mds USD, 7,6 Mds USD et 6,7 Mds USD.

Échanges commerciaux algériens en 2024 : dégradation du solde commercial et défis de diversification

Pour les neuf premiers mois de 2024, les données préliminaires de l'Office national des statistiques (ONS) révèlent une tendance similaire à l'année 2023. Les exportations se sont élevées à 4 960,5 Mds DZD (35,2 Mds EUR), en baisse de 11,2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2023. Les importations, quant à elles, ont augmenté de 7,9 % pour atteindre 4 628,8 Mds DZD (32,9 Mds EUR). Cette dynamique a entraîné une dégradation du solde commercial, qui est passé d'un excédent de 1 295,9 Mds DZD (9,2 Mds EUR) sur les neuf premiers de 2023 à 331,7 Mds DZD (2,4 Mds EUR) sur la même période en 2024, soit une chute de 74,4 %. Le taux de couverture des importations par les exportations est également passé de 130,2 % à 107,2 %, traduisant une diminution de la capacité de l'Algérie à financer ses importations par ses exportations.

Hydrocarbures

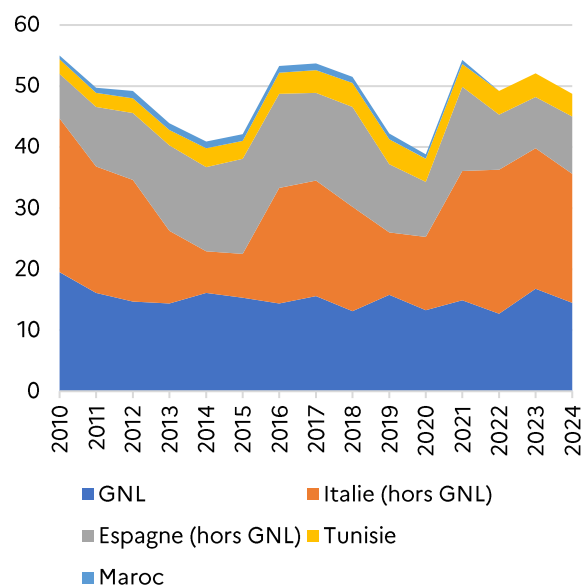
Exportations de gaz algérien en 2024 : une baisse significative en volume

L'Algérie, premier producteur et exportateur de gaz d'Afrique du Nord, a vu ses exportations chuter de 6,6 % pour atteindre leur plus bas niveau en quatre ans avec 48,7 milliards de m³ (soit 4,70 milliards de pieds cubes par jour) en 2024, [selon une analyse du MEES \(« Algeria Gas Exports Slump For 2024 »\)](#) basée sur des données récemment publiées par les principaux importateurs de gaz algérien que sont l'Italie et l'Espagne, ainsi que sur des chiffres relatifs au GNL fournis par la société [Kpler](#).

Livraisons de gaz algérien gazeux vers l'Italie, l'Espagne et la Tunisie :

Exportations de gaz & GNL algérien (en milliards de m³)

Sources : MEES, JODI, SNAM, ENAGAS, ETAP, KPLER



D'après le MEES, l'Italie, principal importateur de gaz algérien sous forme gazeuse via le gazoduc TransMed d'une capacité de 33,5 milliards de m³ par an, a vu ses expéditions par cette voie chuter de 3,1 % à 21,1 milliards de m³, ce qui

représente le niveau le plus bas depuis quatre ans. Cette baisse contraste avec l'objectif déclaré du principal importateur italien, ENI, de stimuler les expéditions Algérie-Italie. Il est à noter que les volumes attribués à l'Italie comprennent en partie du gaz destiné à être reexpédié vers d'autres pays européens, par exemple la Slovénie qui commande du gaz algérien via l'Italie depuis le début de l'année 2023, l'entreprise publique algérienne Sonatrach ayant confirmé par ailleurs qu'elle livrait du gaz à la compagnie tchèque CEZ. À plus long terme, TransMed pourrait être utilisé pour des transports d'hydrogène.

L'autre marché clé de l'Algérie pour ses exportations de gaz gazeux est l'Espagne, toutes les livraisons vers Madrid transitant depuis fin 2021 par le gazoduc sous-marin direct Medgaz. Toujours d'après le MEES, ce gazoduc, dont la capacité initiale de 8 milliards de m3 par an a été portée à 10,5 milliards de m3 par an en 2022, a expédié un volume record de 9,4 milliards de m3 pour 2024. Cependant ce chiffre reste inférieur aux volumes typiques livrés avant 2021 : à la fin de cette année-là le gazoduc GME, de plus grande capacité et passant par le Maroc, a cessé d'être utilisé.

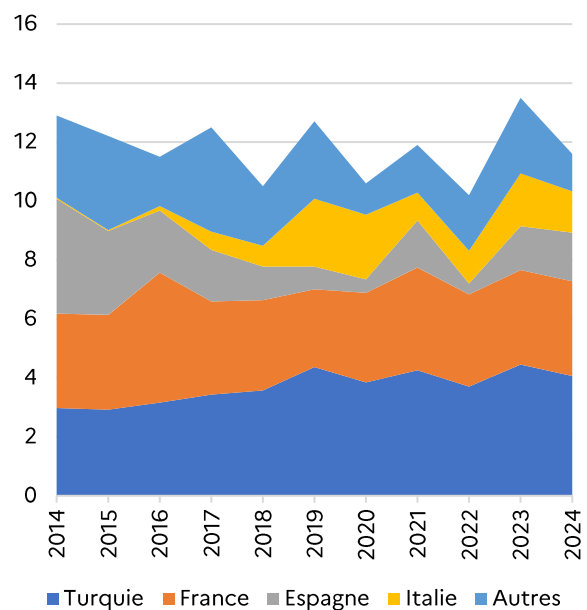
Le MEES rappelle que, s'il n'y a plus de livraisons de gaz algérien vers le Maroc depuis fin 2021, l'Algérie conserve un autre marché terrestre, son voisin du nord-est : la Tunisie. Celle-ci a importé 3,15 milliards de m3 (soit 364 millions de pieds cubes par jour) de gaz algérien au cours des 10 premiers mois de 2024, soit une baisse de 4 % par rapport aux 3,29 milliards de m3 importés au cours des 10 premiers mois de 2023. Sur cette base, MEES estime les livraisons à 3,7 milliards de m3 pour l'ensemble de l'année 2024. Sur les livraisons pour les dix premiers mois 2024, environ 72 %, soit 2,28 milliards de m3, ont été payés, les 0,87 milliards de m3 restants ayant été reçus en lieu et place d'une redevance de transit. Nonobstant ses plans

ambitieux en matière d'énergies renouvelables, la Tunisie dépend à 94% du gaz pour sa production d'électricité. La production domestique étant en baisse de 26 % à 1,15 milliards de m3 pour les dix premiers mois de l'année 2024, les volumes algériens atteignent 73 % de la consommation de la Tunisie.

Livraisons de GNL algérien vers la Turquie, la France, l'Espagne et l'Italie :

Le GNL avait constitué une grande réussite de l'Algérie en matière d'exportation en 2023, avec des volumes atteignant 13,5 millions de tonnes, soit l'équivalent de 16,8 milliards de m3 de gaz .

Exportations de GNL algérien (en millions de tonnes)
Source : KPLER, MEES



D'après le MEES, les volumes ont baissé de 14 % en 2024, se limitant à 11,6 millions de tonnes (soit l'équivalent de 14,5 milliards de m3) pour l'ensemble de l'année, selon les données de Kpler. L'Algérie conserve sa position de deuxième exportateur de GNL africain, derrière le Nigeria. La Turquie reste le principal client du GNL algérien, même si les volumes ont baissé de 9 %, à 4,1 millions de tonnes. La France occupe la 2e place avec à 3,2 millions de tonnes, tandis que l'Espagne et l'Italie, clients clés pour le gaz

gazeux, occupent respectivement les troisième et quatrième places avec 1,7 et 1,4 million de tonnes.

D'un record de 520 000 tonnes pour 2023, les expéditions vers l'Asie ont chuté à seulement 150 000 tonnes (deux cargaisons) en 2024. Le MEES suggère que l'ambition de Sonatrach d'expédier davantage de GNL vers les marchés asiatiques aurait été compromise par les attaques des Houthis contre le trafic maritime en mer Rouge. A noter que l'une des cargaisons a été livrée à la société thaïlandaise PTT, laquelle renforce sa position dans l'amont en Algérie dans le but d'accroître le potentiel de fourniture de gaz algérien à la Thaïlande à long terme.

Plus généralement, la baisse des exportations de GNL algérien en 2024 s'expliquerait par une contre-performance au 3e trimestre (seulement 2,61 millions de tonnes exportées contre 3,27 millions de tonnes au deuxième trimestre) en raison d'opérations de maintenance programmées ainsi qu'une consommation énergétique domestique accrue pendant la période estivale. En revanche, les exportations ont enregistré une légère hausse au 4e trimestre (2,76 millions de tonnes, soit +150 000 tonnes par rapport au trimestre précédent), attribuée à une meilleure disponibilité des infrastructures de production après l'achèvement de travaux de maintenance sur le terminal d'Arzew.

Bilan du pétrole algérien en 2024 : une production en légère baisse, la Corée du Sud premier client

D'après les informations diffusées par les médias algériens reprenant des chiffres du [Monthly Oil Market Report de l'OPEP de janvier 2025](#), la production de pétrole brut algérien aurait légèrement diminué en 2024. Elle se serait en effet établie à 907 000 barils/jour en 2024, contre 973 000

barils/jour en 2023. Cette baisse de 66 000 barils/jour (-6,8 %) serait étroitement liée aux engagements pris dans le cadre de l'OPEP+ : depuis janvier 2024, l'Algérie a réduit volontairement sa production de 51 000 barils/jour pour respecter les quotas fixés par l'organisation. Sur le continent africain, l'Algérie constitue le 3^e producteur de pétrole membre de l'OPEP juste derrière la Libye, qui a produit 1,11 million de barils par jour, et le Nigeria, leader avec 1,41 million de barils par jour. La production de pétrole en Algérie poursuit sa tendance à la baisse depuis 2009, lorsqu'elle s'élevait à 1,268 million de barils par jour ; elle était encore de 1,09 million de barils par jour en 2016, année où l'OPEP a signé l'accord d'Alger visant à réduire l'offre pétrolière sur le marché.

La baisse de la production n'a pas empêché le pays de maintenir ses exportations, grâce à une montée en puissance de ses raffineries locales. Avec une capacité de traitement atteignant 677 000 barils/jour en 2024, l'Algérie exporte davantage de produits pétroliers dérivés, compensant ainsi partiellement la baisse de sa production brute.

Fait remarquable, en 2024, la Corée du Sud a importé 120 000 barils de pétrole algérien par jour, soit une hausse de 24 000 barils/jour par rapport à 2023. Ce chiffre place pour la première fois Séoul en tête des clients de l'or noir algérien. La France passe à la deuxième place avec 103 000 barils/jour, suivie des États-Unis à 71 000 barils/jour. L'Espagne et l'Italie prennent les 4^e et 5^e places, avec respectivement 66 000 et 62 000 barils/jour.

D'après la plateforme d'information arabe spécialisée dans l'énergie Attaqa, la production pétrolière de l'Algérie pourrait augmenter progressivement en 2025, grimant de 908 000 barils/jour au premier trimestre à 934 000 barils/jour en fin d'année. En octobre 2024, le ministre de

l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, avait effectivement affirmé qu'en 2025, l'Algérie prévoit d'augmenter de 2,5 % sa production d'hydrocarbures, tous types d'extraction confondus.

Enfin, pour l'année 2026, avec la fin du cycle des réductions volontaires OPEP+, un retour à un niveau supérieur à un million de barils par jour est possible.

Focus : les importations d'hydrocarbures algériens par la France en 2023 et 2024

Selon les dernières données des douanes françaises, sur l'ensemble de l'année 2023, les [hydrocarbures naturels](#) algériens (gaz naturel et pétrole brut) avaient représenté 11,1 % des importations d'hydrocarbures de la France en valeur, avec 5,8 Mds EUR, derrière la Belgique et les Etats-Unis.

Cette année-là, pris séparément, le [gaz](#) algérien avait représenté 8,3 % des importations de gaz de la France en valeur, avec 3,0 Mds EUR, derrière la Belgique et les Etats-Unis, et devant l'Espagne et la Russie. De son côté, pris séparément, le [pétrole brut](#) algérien avait représenté 9,6 % des importations de pétrole brut de la France en valeur, avec 2,78 Mds EUR pour un volume de 4,44 millions de tonnes, derrière les Etats-Unis, le Nigéria et le Kazakhstan.

En ce qui concerne l'année 2024, en attendant les chiffres sur l'ensemble de l'année, on note qu'à l'issue des 11 premiers mois les hydrocarbures algériens représentaient 9,9 % des importations d'hydrocarbures de la France en valeur, avec 4,66 Mds EUR, montant en baisse de -11,8 % par rapport aux 11 premiers mois 2023. L'Algérie constituait fin novembre 2024 le 3^e fournisseur d'hydrocarbures de la France, derrière la Belgique et les Etats-Unis. Sur les 10 premiers mois 2024, pris séparément, le gaz algérien a représenté 10,1% des importations de gaz de la France en valeur, avec 2,05 Mds EUR, montant en

baisse de -18,5 % par rapport aux 10 premiers mois 2023. L'Algérie était ainsi fin octobre 2024 le 4^e fournisseur de gaz de la France derrière la Belgique, les Etats-Unis et la Russie. Au cours de la même période, pris séparément, le pétrole brut algérien a représenté 9,8 % des importations de pétrole brut de la France en valeur, avec 2,24 Mds EUR, un montant en légère baisse (-1,3 %) par rapport aux 10 premiers mois 2023, tandis que le volume a légèrement augmenté (+1,0 %) à 3,66 millions de tonnes. Ces chiffres faisaient de l'Algérie le 4^e fournisseur de pétrole brut de la France à la fin octobre 2024, derrière les Etats-Unis, le Nigéria et le Kazakhstan.

Les fournisseurs d'hydrocarbures de la France sur 11 mois 2024

Source : Douanes françaises

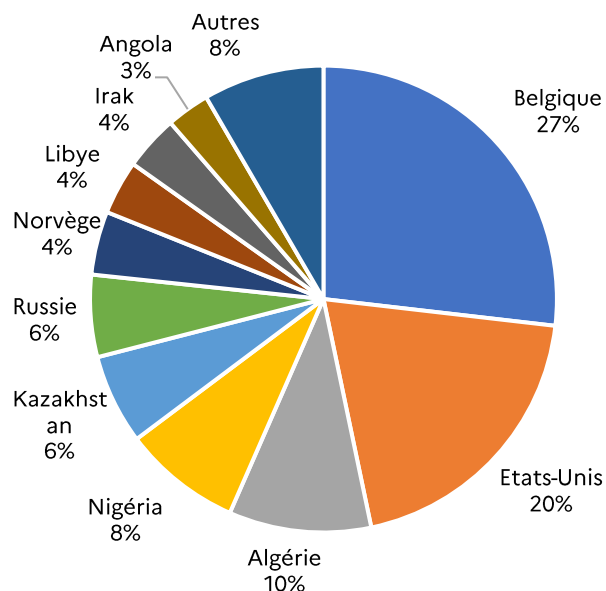


TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1 ^{er} juillet 2023, ONS, en millions d’habitants)	46,3
PIB/habitant en USD PPA 2017 (2023, FMI, en milliers de USD)	12,87
Indice de développement humain (2022, PNUD)	0,745 (93 ^e /191)
Taux de chômage (2023, Banque mondiale, en pourcentage)	12,3
Taux de change moyen EUR/DZD (29 janvier 2025, Banque d’Algérie)	140,70
Taux de change moyen USD/DZD (29 janvier 2025, Banque d’Algérie)	135,01
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – décembre 2024, OPEP, USD/b)	74,6
Notation Coface (Risque Pays - mars 2024)	C

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (USD, prix courants)	5260	5652	5896
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	4,1	3,8	3,0
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	4,2	4,0	3,2
	Taux d’inflation (moyenne annuelle)	9,3	5,3	5,2
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-5,2	-9,3	-8,6
	Dette publique brute (% du PIB)	48,6	45,7	50,4

Comptes Externes	Dette extérieure brute (% du PIB)	1,3	1,3	1,3
	Importations de biens et services (Mds USD)	51,6	56,7	61,4
	Exportations de biens et services (Mds USD)	59,4	61,1	60,3
	Balance commerciale (biens et services, Mds USD)	7,8	4,4	-1,1
	Balance courante (% du PIB)	2,5	1,3	-0,8

Source : FMI (REO Octobre 2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Chef du Service économique régional d’Alger

Rédaction : SER d’Alger

alger@dgtresor.gouv.fr

Abonnez-vous : chantal.balassoupramanien@dgtresor.gouv.fr